

# L'Espagne stimule sa prospérité grâce à l'immigration

## ANALYSE

EN 2024,  
LES ÉTRANGERS  
ONT ENTIÈREMENT  
COMPENSÉ  
LA BAISSE  
DU NOMBRE  
DE TRAVAILLEURS  
ESPAÑOLS

**A** rebours d'une Europe obsédée par la fermeture, l'Espagne affiche un visage singulier. Son économie tente à plein régime, 2,6 % de croissance estimée pour 2025, selon les prévisions de Madrid, dopée par une immigration massive, venue en grande partie d'Amérique latine. Une vague migratoire assumée, encouragée par le gouvernement du premier ministre socialiste, Pedro Sanchez.

Les chiffres sont éloquents : depuis 2023, la population espagnole s'est accrue de 1,2 million de personnes, portée par l'arrivée d'étrangers. En un an et demi, plus de 800 000 nouveaux venus se sont installés dans la péninsule. Le pays compte désormais un peu plus de 49 millions d'habitants, dont 7 millions d'étrangers (14,3 %).

Le Maroc reste le premier pays d'origine, avec plus de 1 million de ressortissants, mais les flux latino-américains ont explosé : + 74 % pour la Colombie depuis 2020, + 57 % pour le Venezuela et + 60 % pour le Pérou. Ces migrants, dispensés de visa, entrent le plus souvent en Espagne comme touristes avant de s'y installer durablement. Les aéroports sont ainsi devenus la principale porte d'entrée du pays.

Selon une étude publiée en juin par la Banque d'Espagne, l'immigration a contribué pour 0,4 à 0,7 point à la croissance du produit intérieur brut par habitant entre 2022 et 2024, soit près d'un quart de la hausse totale du ni-

veau de vie. L'agence de notation américaine S&P, qui a relevé en septembre la note souveraine du pays de A à A+, a souligné « un marché du travail dynamique nourri par une migration ciblée destinée à compenser les pénuries de main-d'œuvre nées après la pandémie ».

Depuis quelques années, la croissance de la population active espagnole a été presque entièrement portée par l'immigration. D'après l'Institut national de la statistique (INE), en 2022 et en 2023, les étrangers ont représenté près de 80 % des nouveaux actifs. En 2024, ils ont entièrement compensé la baisse du nombre de travailleurs espagnols.

### Réponse à « l'hiver démographique »

Les étrangers sont surreprésentés dans les secteurs moteurs de la croissance espagnole. Ils constituent 28 % de la main-d'œuvre dans l'hôtellerie et la restauration et 20 % dans la construction. Mais leur présence dépasse désormais les emplois peu qualifiés. « On les trouve dans la santé, la technologie, l'entrepreneuriat ; 90 % des nouveaux travailleurs indépendants sont des migrants », souligne Gonzalo Fanjul, directeur de recherche de la fondation PorCausa, spécialisée dans l'analyse des phénomènes migratoires.

Ce n'est pas la première fois que l'Espagne ouvre grand ses portes. Au début des années 2000, l'économie, portée par la bulle immobilière, réclamait déjà de la main-d'œuvre : entre 2000 et 2010, la population étrangère a progressé de façon exponentielle pour atteindre 6 millions de personnes. « Cette première

expérience, globalement réussie, a préparé le terrain », estime Gonzalo Fanjul.

Conscient du vieillissement accéléré du pays (le solde naturel est négatif depuis 2015), le gouvernement socialiste a choisi d'en faire un levier. Depuis mai 2025, la réforme du règlement sur les étrangers a encore assoupli la procédure d'« arraigo » (« enracinement ») afin de régulariser progressivement les 500 000 à 700 000 personnes actuellement en situation irrégulière. Cette voie, fondée sur la preuve d'une résidence de deux ans seulement, offre cinq types d'ancrage : social, socioprofessionnel, familial, de « formation » et de « seconde chance ».

Pedro Sanchez revendique cette singularité. Au récit sécuritaire dominant en Europe, il oppose une vision pragmatique et humaniste : l'immigration comme richesse et comme réponse à « l'hiver démographique ». Il rappelle volontiers qu'« il n'y a pas si longtemps, l'Espagne était aussi un pays de migrants ».

Les entreprises, confrontées à des pénuries de main-d'œuvre dans le tourisme, la construction ou les services, soutiennent ouvertement cette approche. « Nous sommes un pays d'accueil et nous avons besoin de travailleurs venus d'ailleurs ; il faut former les jeunes migrants pour qu'ils deviennent nos futurs ingénieurs », a déclaré Antonio Garamendi, président de la Confédération espagnole des entreprises.

Mais le succès a son revers. L'afflux de nouveaux habitants accentue les tensions sur le logement : il en manquerait près de 700 000,

selon la Banque d'Espagne. Si l'immigration reste plutôt bien perçue, elle figurait parmi les principales préoccupations des Espagnols en septembre 2024, avant d'être dépassée par le logement et l'accès à la santé. Les émeutes racistes de Torre-Pacheco, en Murcie, en juillet, ont rappelé la fragilité de cet équilibre. Pour contrecarrer le discours de Pedro Sanchez et se distinguer de l'extrême droite de Vox, qui appelle à l'expulsion de « tous ceux venus vivre de l'effort des autres » ou « imposer une religion bizarre », le Parti populaire (PP, conservateur) a esquissé, en septembre, une « troisième voie », prônant une immigration « légale et utile ». Le texte souligne « le lien spécial qui unit l'Espagne aux nations sœurs de l'Amérique, avec lesquelles nous partageons langue, histoire et valeurs ».

Derrière les débats politiques, la tendance paraît irréversible. Dès 2000, un rapport de l'Organisation des nations unies prévenait que l'Espagne aurait besoin de 12 millions de migrants, d'ici à 2050, pour maintenir son équilibre démographique. Vingt-cinq ans plus tard, la Banque d'Espagne estime ce besoin à 24 millions. « L'immigration est ici pour rester, il n'y a pas de retour en arrière possible », conclut M. Fanjul. Pour un pays qui fut longtemps une terre d'émigration, cette conversion rapide en destination d'accueil pourrait bien devenir son nouvel atout stratégique et, peut-être, le visage le plus inattendu de sa réussite économique. ■

ISABELLE PIQUER  
(MADRID, CORRESPONDANCE)